



Sécurité dans le Golfe de Guinée, NEMO 2016
Les services affiliés à la préfecture maritime améliorent leur niveau opérationnel **P 2**

Match amical Gabon-Togo
Les Panthères renoncent **P 6**



LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0250 du Mercredi 20 Avril 2016 - 250 F CFA / Etranger 1€

Affaire Kodjo Menan et vaine tentative d'implication d'un collaborateur du Chef de l'Etat



La responsabilité du P 2 diplomate est individuelle

Polémique inutile autour de la concession du port de Lomé au groupe Bolloré



Récupération maladroite de Jean Pierre **P 3**

Prix Marc-Vivien FOÉ 2016



Floyd Ayité parmi les nominés **P 6**



TOGO

Un climat de plus en plus propice aux affaires **P 3**

Interview de M. OUTCHANTCHA Sylvain, Coordinateur UNIR KERAN

“Le jeune parti a fait preuve d'une efficacité extraordinaire...” **P 5**



Communiqué OTR **P 4**

Sécurité dans le Golfe de Guinée, NEMO 2016

Les services affiliés à la préfecture maritime améliorent leur niveau opérationnel

Le 18 avril dernier dans l'après-midi s'est déroulée une manœuvre militaire baptisée Naval Exercises for Maritime Operations en abrégé « NEMO 2016 » dans les eaux territoriales du Togo. Ces exercices de simulation sont une initiative de l'ambassade de France et s'inscrivent dans le cadre de la sécurisation des eaux du Golfe de Guinée conformément au protocole signé en juin 2013 par les pays ayant en partage le golfe de Guinée. Pour une fois encore la manœuvre a réuni les forces militaires maritimes, les services d'immigration et d'antidrogue, la direction de la pêche et des affaires maritimes.

Les objectifs visés par ces exercices de simulation sont de renforcer la capacité d'intervention des acteurs en charge de la sécurisation des eaux territoriales togolaise en les mettant à l'épreuve avec des simulations d'actes de pirateries, de pêche illicite, de trafic de drogue, de trafic d'immigration ou de pollution de mer.

Cet exercice de simulation dénommé « NEMO 2016 » met en scène un navire battant pavillon colombien nommé EL GATO suspecté d'avoir pratiqué la pêche INN c'est-à-dire la pêche illégale non déclarée non réglementaire dans les eaux territoriales ghanéenne. C'est ainsi que le Centre des Opérations de la Marine (COM) du Togo a été saisi par le COM du Ghana de la présence d'un bateau qui a quitté la large de la côte du Ghana et qui est suspecté de pratiquer la pêche INN dans ses eaux. De ce fait, le COM a rendu compte au commandement qui a aussitôt ordonné le déploiement du patrouilleur OTI sur Zone. Informé, le préfet maritime a réuni une cellule de crise, c'est-à-dire tous les acteurs qui sont impliqués dans une telle situation. Au cours de l'opération donc le patrouilleur Oti a intimé l'ordre au navire suspect de s'arrêter mais celui-ci continuait d'accélérer. Après quelques tirs de sommation celui-ci obtempéra. Les experts à bord, après perquisition ce



sont rendu compte effectivement que le navire avait pratiqué la pêche INN car il y avait des poissons frais et des mailles mouillées. Il fut en outre trouvé 20 Kg de cocaïne et 3 clandestins dont 2 nigériens et un Espagnol. En sommes, ce navire était donc coupable de 3 infractions : la pêche INN qui sera gérée par le Ghana car au cours de cette opération les deux COM ce partageaient les

informations, le trafic de drogue et le trafic de clandestin autre tomberont sous le coup de la loi togolaise. Sous demande du procureur le navire à une place à quai.

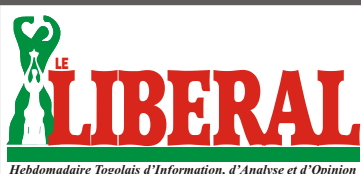
Le préfet maritime, Capitaine de Vaisseau Vinyo Kwassivi Adzoh après la séance de débriefing de l'opération, s'est réjoui de la performance des équipes d'intervention. Pour lui, la réussite de cette manœuvre

montre à suffisance que les manquements de l'Opération OBANGAME EXPRESS qui s'est déroulée du 19 au 24 mars derniers ont été pris en compte.

Le Col. Patrick Noette, coopérant de l'ambassade de France a précisé que la sécurisation des eaux du Golfe de Guinée n'est pas l'affaire d'un seul Etat. C'est pourquoi, selon lui la France s'est engagée depuis 2014 juste après la signature du Protocole de Yaoundé à recycler les forces navales des pays ayant en partage le Golfe de Guinée à travers des exercices navals et des opérations maritimes dénommés « NEMO ». Celle-ci depuis lors se déroule par trimestre et la présente opération constitue la 1ère édition de l'année 2016.

Notons pour finir que cette édition constitue la 10ème opération de « NEMO ». Elle a débuté le dimanche 17 avril dernier au Ghana et prend fin le 21 avril au Gabon.■

Alain Tchédre



Récupéré N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication
Fabrice P. Dariworé

Comité de Rédaction
Schmidt EZA
Dieudonné ESSOHANAM
Charles KEYEWA
P. Fabrice
Démocrate KOUDAMA

Correcteur
S. Didier

Infographie
Raphaël AHIALBLE

Adresse
Route de Mission Tové, non loin du
Petit Séminaire, Agoè
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 41 92 91
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie
La Colombe
Tirage
2000 exemplaires

Affaire Kodjo Menan et vaine tentative d'implication d'un collaborateur du Chef de l'Etat

La responsabilité du diplomate est individuelle

Depuis quelques semaines, une présumée affaire de malversation financière impliquant le diplomate Kodjo Menan alimente les débats aussi bien dans la presse que sur les réseaux sociaux. L'ex ambassadeur du Togo aux Nations Unies a été mis aux arrêts pendant 14 jours avant d'être libéré le 5 avril dernier. Si rien n'a été dit officiellement s'agissant des motifs de son arrestation puis de sa libération, il se dit dans les coulisses que le diplomate serait impliqué dans un détournement de fonds du temps où il était ambassadeur du Togo aux Nations Unies. Nous faisons économie des détails sur cette affaire pendant devant nos juridictions. Mais une chose est sûre la justice avait des raisons de mettre en garde à vue Kodjo Menan elle doit forcément avoir des motifs qui justifient sa libération. A l'heure où les plus hautes autorités du pays ont fait le serment de partir en guerre contre la corruption et le sabotage économique, d'aucuns ont vu à travers l'affaire Kodjo MENAN une réelle volonté de passer le message à quiconque que plus rien ne sera comme avant.

Mais la libération du diplomate a suscité



une autre polémique les incrédules y ont vu une volonté manifeste d'étouffer cette affaire qui éclabousserait certains proches collaborateurs du Chef de l'Etat notamment la directrice de cabinet de la présidence Mme Victoire TOMEGA-H-DOGBE.

Kodjo Menan Victoire DOGBE quel lien ?

On l'a lu et entendu, le diplomate Kodjo Menan serait un protégé de Mme Victoire Dogbe d'aucuns tentent d'ailleurs de prouver que son ascension dans le monde de la diplomatie a nécessité un coup de pouce de la ministre directrice de cabinet. Chronologiquement, cette présentation des faits n'est pas très exacte car la directrice de cabinet n'est revenue au pays qu'en 2009 alors que Kodjo Menan est un brillant

diplomate qui boucle pratiquement 17 ans de carrière dont 6 années passées à New York comme ambassadeur du Togo aux Nations Unies. L'homme a d'ailleurs occupé des postes de responsabilité au ministère des affaires étrangères à une période où Mme Victoire TOMEGA-H-DOGBE était du côté des Nations Unies comme fonctionnaire international. Contrairement à ce qui se dit, c'est plutôt le Chef de l'Etat qui aurait présenté à sa directrice de cabinet le diplomate qui par hasard est de la même localité que celle-ci. Les deux personnalités originaires de Vogan ne se sont rapprochées que lors des dernières législatives étant tous les deux sur la même liste du parti UNIR. Au vu de ces différents éléments, on ne saurait lier le destin de Kodjo MENAN à celui de Victoire TOMEGA-H-DOGBE. La responsabilité du diplomate si elle est établie dans cette sordide affaire ne sera qu'individuelle ne saurait éclabousser qui que ce soit fut-il frère ou sœur du même village du même parti politique ou de la même confession religieuse.■

Dick Mensah

TOGO

Un climat de plus en plus propice aux affaires

Le dynamisme du secteur privé est un levier non négligeable de développement d'un pays. Depuis quelques années, l'Etat togolais dans sa course effrénée vers les réformes économiques, multiplie des actions allant dans le sens de la création de meilleures conditions favorables aux affaires. Il s'agit pour les autorités de faire du Togo l'une des plateformes économiques les plus attractives.



Sur la question de la création des entreprises les procédures sont de plus en plus allégées et les coûts nettement réduits. De nombreux décrets sont pris par le gouvernement pour simplifier le processus de création des entreprises par la réduction des délais et du coût. Ainsi, l'une des grandes avancées depuis mai 2014 est le décret portant détermination de la forme des statuts et le capital social pour les sociétés à responsabilité limitée. La possibilité est aujourd'hui donnée au citoyen de créer des Sociétés à responsabilité limitée (SARL) par un acte sous seing privé

contrairement au passé ou la même procédure requérait l'intervention, d'un notaire. Une note de service de la même année d'ailleurs suspend le paiement de redevances à la création d'entreprise.

Comme impact concret, on peut dire que les différentes mesures réduisent sensiblement le coût de formalisation d'une entreprise qui passe de 248 250 à 29 250 après les réformes.

S'agissant de la durée des procédures, on note la suppression des procédures afférentes à la consultation des noms au niveau de l'Institut

National de la Propriété Intellectuelle du Togo (INPIT) soit un gain de 01 jour, la recherche de l'existence ou non de la dénomination sociale choisie qui se fait directement sur le site du CFE, dans la base de données des entreprises déjà créées au Togo ; cette dernière est mise à jour quotidiennement ; il y a également la suppression du délai d'enregistrement à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) qui permet un gain de 03 jours; La durée totale de formalisation d'entreprise au Togo est désormais de 24 heures au

maximum.

Dans nos prochaines parutions, nous allumerons des projecteurs sur d'autres réformes qui permettent d'améliorer le climat des affaires. L'objectif de toutes ces réformes étant de créer les conditions d'une croissance économique très forte afin d'impacter le bien-être des populations surtout à la base.

Les différentes améliorations

du climat des affaires. Elle sera en contact avec la réalité ce qui lui permettra de collecter directement les informations sur le terrain. Le choix de visiter le Togo n'est pas anodin, l'agence de notation ne visitant généralement que les pays où de réelles réformes économiques sont engagées. Le classement Doing business prend en considération 10 indicateurs. Dans le précédent rapport, le



font l'objet d'une évaluation depuis lundi. Une mission Doing business séjourne au Togo. La mission d'experts constatera de visu, les avancées notables en matière de réformes économiques engagées par le Togo en vue d'une amélioration

Togo a occupé la 150e place sur 189, un classement loin de la réalité aux yeux des autorités togolaises qui estiment que ce mauvais classement résulte de l'absence de la mise à jour des données statistiques..■

PF

Polémique inutile autour de la concession du port de Lomé au groupe Bolloré Récupération maladroite de Jean Pierre

Cherchait-il une occasion pour se mettre en scène ? une question que beaucoup de togolais se sont posés après la sortie tonitruante de Jean Pierre FABRE sur une chaîne internationale au lendemain de la perquisition du siège du groupe BOLLORE Africa Logistics situé à Puteaux dans les Hauts de Seine en région parisienne. Il s'agissait d'une enquête diligentée de l'Office Central de Lutte contre la Corruption et les Infractions Financières et Fiscales (OCLCLIFF) en France.

L'OCLCLIFF enquête sur les conditions d'octroi des concessions des ports de Conakry (Guinée) et de Lomé au groupe de Vincent BOLLORE. Le milliardaire Vincent est soupçonné d'avoir utilisé la société de communication HAVAS dans laquelle il détient 60% des parts pour faciliter l'obtention de la gestion de ces ports. Les enquêteurs supputent qu'en 2010, année de la réélection de Faure GNASSINGBE, le groupe BOLLORE remportait la concession du terminal à conteneurs du port autonome de Lomé (PAL) pour une durée de 35 ans, après que Jean- Philippe DORENT, cadre dirigeant de HAVAS, se soit occupé de la communication de celui-ci. Et qu'en

Guinée, le Chef de l'Etat Alpha CONDE élu en novembre 2010, avait résilié le 08 mars 2011 par décret, la convention de concession du terminal à conteneurs du port de Conakry octroyée en 2008 pour une durée de 25 ans à GETMA, une filiale de l'armateur français NCT NECONTRANS, pour la confier au groupe BOLLORE après que là également, HAVAS se soit occupé de sa campagne électorale.

En réalité, les soupçons de « corruption d'agent public étranger » ne vise pas directement BOLLORE, mais plutôt le groupe PEFACO, spécialisé dans l'hôtellerie et les jeux.

Le lien entre la présidentielle de 2010 et la concession du terminal à conteneurs du PAL n'est que pur hasard car c'est depuis 2001 sous Eyadema, soit 9 ans avant la réélection de Faure Gnassingbé que ce terminal a été concédé à BOLLORE.

Sans avoir cherché à maîtriser les contours de l'affaire, le leader de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) met les pieds dans les plats et tentent de tirer des conséquences politiques sur cette affaire hautement judiciaire. Celui qui se



plaît bien dans la peau de leader de l'opposition se dit très indigné et compte adresser un courrier au Président de la République comme à son habitude. Le candidat malheureux à la présidentielle de 2010 compte avec sa casquette de député interpellé le gouvernement pour d'amples explications sur les tenants et les aboutissants de cette

affaire. On n'a d'ailleurs pas besoin de chercher de midi à 14 heures pour comprendre cette bataille dont les enjeux sont ailleurs et que la Guinée et le Togo ne sont que des dégâts collatéraux.■

La Rédaction



COMMISSARIAT GENERAL

Direction de la Communication
 Et des Services aux Usagers

N° 005 /2016/OTR/CG/DCSU 

Communiqué de l'Office Togolais des Recettes

Relatif à la perception de l'Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers (IRTR)

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) rappelle aux contribuables soumis au paiement d'Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers (IRTR) communément appelé **trimestre** que la perception de cet impôt au titre du premier trimestre 2016 débutée depuis le 1^{er} avril 2016 se poursuivra jusqu'au 30 avril 2016.

En outre, il est rappelé aux conducteurs qu'ils sont redevables pour leur propre compte de la Taxe Complémentaire sur Salaire (TCS).

Les contrôles débuteront le **02 mai 2016** et s'étendront jusqu'au **30 juin 2016** sur toute l'étendue du territoire national.

Les retardataires s'exposent à la rigueur de la loi.

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes compte sur le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 11 1 AVR 2016

Le Commissaire Général



Henry Kanyesiime GAPERI

Interview de M. OUTCHANTCHA Sylvain, Coordinateur UNIR KERAN “Le jeune parti a fait preuve d’une efficacité extraordinaire...”

Le 14 avril dernier l'Union pour la République (UNIR) a soufflé sa 4e bougie. Aucune manifestation particulière pour marquer l'événement, mais plusieurs cadres du parti se sont exprimés. Nous vous proposons celle du coordinateur Unir Kéran.

Monsieur OUTCHANTCHA Awima Sylvain, Vous êtes le Coordinateur préfectoral du parti UNIR dans la Préfecture de la KERAN. Aujourd'hui votre parti célèbre ses 4 ans d'existence. Quel sentiment vous anime-t-il ?

OUTCHANTCHA Awima Sylvain

Le sentiment qui m'anime est un sentiment de satisfaction. Le jeune parti a fait preuve d'une efficacité extraordinaire en remportant les législatives de 2013, quelques mois après sa naissance et la grande victoire de la présidentielle de 2015. Comme tout responsable, j'attends impatiemment la mise en place des textes fondamentaux et des organes du parti.

Depuis 4 ans que le parti existe, quels sont les avancées sur le plan politique dans votre préfecture ?

OUTCHANTCHA Awima Sylvain: Les responsables politiques mènent souvent des actions concertées dans le cadre politique. Aussi, on note une meilleure organisation politique du parti dans les cantons (chef secteur assisté de chefs centre). La cohésion a été

observée lors de la campagne présidentielle de 2015. On note également que les jeunes s'intéressent au parti. Il y a aussi l'esprit de cotisation des militants du parti qui est entrain de faire son chemin.

Après 4 années de vie politique, pensez-vous que les populations de votre préfecture adhèrent toujours aux idéaux de UNIR et avec le même engouement comme en 2012 ?

OUTCHANTCHA Awima Sylvain: Certes elles adhèrent mais restent impatientes par rapport aux différentes doléances non encore satisfaites car les populations estiment que notre parti étant solidement installé aux affaires il devrait être à mesure de répondre à leurs préoccupations.

S'il fallait remédier à quelque chose, sur quel plan pensez-vous agir pour la bonne marche de votre parti dans votre préfecture ?

OUTCHANTCHA Awima Sylvain: Il faut des actions de développement économiques et sociales. A titre d'exemple les populations, lors de la fête électorale de la présidentielle d'avril 2015 certaines doléances ont été récurrentes dans tous les cantons de la préfecture notamment :

les forages à réaliser et à réparer, les difficultés de vie et de sécurité liées à la transhumance à résoudre, les bâtiments scolaires à construire et à réparer, les cases de santé à construire,



les pistes à entretenir et à ouvrir, les barrages à curer les marchés à réhabiliter et à construire, les dispensaires à équiper en matériel et en personnel, l'affectation dans les CEG et lycées des enseignants en nombre suffisant et couvrant les matières scientifiques, la construction de terrain de foot bal, le recrutement des jeunes (chômage), la promotion des cadres dans les hautes instances....

Avez-vous un message à l'endroit des militants de votre parti dans votre préfecture à l'occasion de la célébration du 4eme anniversaire de UNIR ?

OUTCHANTCHA Awima Sylvain: Militantes, militants, leader d'opinion,

sympathisants, chers frères et chères sœurs de la KERAN, vous avez donné une confiance sans réserve à son EXCELLENCE FAURE GNASSINGBE lors de la présidentielle de 2015 grâce à notre cohésion et à notre sens du respect mutuel. Le président FAURE nous réserve des surprises agréables dignes de ce nom. Luttons contre l'impatience, conservons notre solidarité et entretenons le respect mutuel. Peuple de la KERAN soyons fiers de notre amour sincère au président FAURE exprimé le 25 avril 2015 comme les autres fois.■

Source : www.unir.tg

De l'eau potable et saine pour tous Des filtres à eau LifeStraw désormais sur le marché

La question de l'accessibilité de l'eau potable par les populations est un véritable casse-tête pour bon nombre de pays africains. Au Togo par exemple, selon une dernière étude du système des Nations Unies, près de 42% de la population n'a pas accès à l'eau potable. Pour y remédier et permettre à tous d'avoir de l'eau saine, la société Global G+ a officiellement lancé à Lomé des filtres « lifestraw ». De l'eau il y en a un peu partout cependant la problématique de sa consommation demeure. Désormais avec les filtres « lifestraw », toute eau est buvable.

En effet selon le président de la compagnie Global G+ Sherif Goungou, les filtres « lifestraw » sont de 3 catégories à savoir : le

filtre personnel ou portable, le filtre familial et le filtre communautaire. Ces filtres sont conçus pour convertir immédiatement de l'eau contaminée en eau potable par la technologie de microfiltration. Selon M. Sherif, ces filtres ne contiennent aucun produit chimique et au contraire, utilisent des matières naturelles qui respectent les normes d'US food and drug....

Le filtre « Lifetstraw » en français « paille de vie », est conçu sous forme d'un tube d'aspiration en résine halogénée à l'intérieur duquel se trouve une paille qui converti de l'eau sale ou contaminée en eau potable et saine.

Pour démontrer de la qualité du produit, un premier test a été fait à l'établissement la Madone où



médias, autorités de l'établissement et élèves ont assisté à la démonstration. De l'eau sale versée dans un premier temps dans le filtre communautaire et quelques

instants après, cette eau s'est converti en une eau saine que l'assistance a bu. La même démonstration a été faite au Centre Médico-social d'Agoè. Ces deux établissements ont

bénéficié du filtre communautaire. Ce filtre peut purifier entre 70.000 et 100.000 litres d'eau suffisant pour servir un centre communautaire pendant plusieurs années. D'une capacité de filtration estimée entre 24.000 et 30.000 litres d'eau, le filtre familial peut subvenir au besoin d'une famille de 5 personnes pendant 3 à 5 ans.

Les filtres « lifestraw » remplissent les conditions de haute protection de l'OMS et de l'EPA d'eau potable des USA.

Il faut rappeler que ces filtres ont été distribués en 2012 à titre expérimental aux agences de santé communautaires. A l'époque, 500 filtres ont été distribués.■

CHARLES

Prix Marc-Vivien FOÉ 2016

Floyd Ayité parmi les
nominés

Depuis le lundi dernier, les noms des onze finalistes du prix Marc Vivien Foé 2016 sont connus. Au rang de ces nominés figure le togolais Floyd Ayité qui évolue au Bastia FC et qui ne cesse de porter son club à lui tout seul durant toute cette saison. De sérieux prétendants comme le nigérian Vincent Enyeama et l'ivoirien Serge Aurier figurent également sur cette liste de finalistes établie par les services de sport de RFI et France 24.

Le nom du lauréat du Prix Marc-Vivien Foé 2016, désignant le meilleur joueur africain évoluant dans le championnat de France de Ligue 1, sera révélé le lundi 9 mai. Le jury est composé de près de 100 journalistes spécialistes du football français et africain issus de tous les médias (radio, télévision, presse écrite, Internet).

D'ores et déjà, les internautes sont invités à voter pour leurs trois joueurs préférés



parmi les onze finalistes du Prix Marc-Vivien Foé 2016 sur france24.com, rfi.fr et sur les réseaux sociaux, en utilisant le mot-dièse : #foe2016. Des récompenses seront décernées aux participants qui auront deviné le trio de tête désigné par le jury puis seront tirés au sort pour remporter des maillots collector Radio Foot Internationale floqués Prix Marc-Vivien Foé RFI - France 24.

Ce prix faut-il le rappeler est l'initiative de RFI et de France 24 pour récompenser les meilleurs joueurs africains de la ligue 1 française.■

Dem

Coupe de l'indépendance du Togo
Gbikinti-Koroki, Unisport -AS Togoport
Le carré d'as

Depuis le dimanche dernier, l'on connaît le dernier carré de la coupe de l'indépendance du Togo. Gbikinti de Bassar contre Koroki à Sokodé d'une part et Unisport contre l'AS Togo Port à Atakpamé de l'autre, voilà les affiches des demi-finales du fameux trophée convoité par la trentaine de clubs engagés au début de la compétition.

Les débats ont été néanmoins houleux et assez disputés de part et d'autres au cours des quarts de finale. Ainsi mis à part l'AS Togo Port qui a défait Gomido de Kpalimé au stade Dr Kaolo de Tsévié, sur la plus petite des marques, inscrite d'ailleurs dans le temps additionnel de la seconde période sur une frappe de IshamTchadjobo, les autres rencontres de cette quart de

finale se sont terminées sur la fatidique séance de tirs au but.

Dans cette épreuve, Koroki a défait Sara Sport de Bafilo quatre (4) tirs contre deux (2). Même son de cloche pour Unisport qui a eu raison du Dynamic Togolais de tandis que Gbikinti de Bassar a battu Tigre Noir de Cinkassé quatre (4) tirs contre un (1). Les demi-finales auront lieu ce dimanche à partir de 15 heures.

Rappelons pour finir que le vainqueur de la Coupe empochera une enveloppe d'un million de Fcfa alors que le deuxième et le troisième repartiront avec 750.000 et 500.000 Fcfa et que les clubs participants ont eu une subvention de 200.000 francs pour démarrer la compétition.■

Dem

Match amical Gabon-Togo
Les Panthères
renoncent

L'information a été communiquée au Secrétaire de la FTF dans l'après midi d'hier. La Fédération Gabonaise de Football a décidé d'annuler le match prévu contre le Togo au profit de la Mauritanie, suite à des considérations mises en avant par le sélectionneur des Panthères du Gabon.

La FTF a aussitôt pris contact avec d'autres fédérations en vue de conclure un autre match amical pour les Éperviers du Togo, avant le déplacement de la 5ème journée des éliminatoires de la CAN 2017 au Liberia même si l'on sait combien cela sera difficile au regard du délai imparti très pressant.

Le Togo pourra néanmoins se contenter du match prévu contre la sélection de Bretagne dirigée par Raymond Domenech et compter sur les nombreuses relations de son nouvel entraîneur.

En effet, Claude Le Roy depuis son arrivée à la tête du nid des Éperviers ne cesse de multiplier les démarches en vue de constituer son équipe. Dans une approche inclusive, il a entamé la semaine dernière un périple

européen qui l'a conduit à rencontrer Adébayor pour discuter de son avenir au sein de la sélection, Alaixys Romao ainsi que plusieurs autres cadres de la sélection nationale.

Il a également au cours de cette tournée pour aller à la conquête de certains binationaux qu'il estime indispensable pour le nouvel élan du football togolais. Il s'agit entre autre du lyonnais Corentin Tolisso, originaire de Yoto, de Péniel Mlapa, Gilles Sunu, ...

L'on sait qu'une qualification à la CAN 2017 ne serait qu'un bonus dans l'agenda du sélectionneur français, mais celui-ci s'efforce de l'atteindre par la constitution d'une formation solide avant les dernières journées éliminatoires. Réussira-t-il dans cette mission ? Nul ne saurait le dire même si l'on connaît la légendaire renommée du sorcier blanc. En attendant, nombreux sont les observateurs à scruter ses faits et gestes à la loupe et à attendre impatientement le match test du sorcier blanc.■

Dem

Du matériel médical et
sportif au CHP et au district
de football de Niamtougou

Le Centre Hospitalier Préfectoral de la ville de Doufèlgo et le district sportif de football de la ville ont respectivement bénéficié d'un don de matériels médicaux et sportifs de la part du groupe "Ensemble pour Doufèlgo", un groupement qui réunit les cadres de la localité.

La cérémonie de remise officielle de matériels aux bénéficiaires a eu pour cadre l'enceinte de l'hôpital de la préfecture de Doufèlgo. Elle intervient dans le cadre des festivités de la célébration de l'édition 2016 de la fête traditionnelle Sintudjandjagu.

Composés de divers équipements dont des tensiomètres, des boîtes de petites chirurgies, des peses personnes, des peses bébés, des glucomètres pour le matériel médical, des jeux de maillots, de ballons, de chasubles, des protège tibias et des paires de bas pour celui sportif, ces dons ont été réceptionnés respectivement par le représentant du directeur préfectoral de la santé et le président du district de football de Doufèlgo aux noms des bénéficiaires.

Cette action de soutien du groupe « Ensemble pour Doufèlgo » est la première activité menée par les membres de ce groupe depuis sa création en 2015 par des jeunes de la localité sur les réseaux sociaux.

Ella va permettre ainsi d'améliorer le cadre et les conditions de vie des populations de ce milieu en santé, éducation, sport, culture etc.

Pour le représentant du groupe « Ensemble pour Doufèlgo », BAKOLMDE Jacques :

« Les dons de ce jour, composés de matériel de santé et d'équipement de sport s'inscrivent dans le plan d'action du groupe. Ils ont non seulement un lien avec la préfecture, mais aussi un lien avec, la convergence d'idées et de préoccupations des fils et



filles de la préfecture de Doufèlgo».

« Ensemble pour Niamtougou » est un groupement spontané et informel de personnes de divers horizons, âgés et de catégories professionnelles diverses originaires de la préfecture de Doufèlgo. Les membres de ce groupe veulent à travers les activités menées au bénéfice de la population impacter le développement de Doufèlgo par la mobilisation de tous les volontaires de la préfecture pour des actions concrètes, efficaces, efficientes, visibles et palpable. C'est un groupe en constitution qui vise à impulser une nouvelle dynamique d'actions et de réflexion sur le devenir de la préfecture.

La cérémonie de remise de don a connu la participation du préfet de Doufèlgo, du représentant du Directeur préfectoral de la santé, du président du district de football de Doufèlgo, des chefs cantons et des présidents des CVD de la localité.■

DBD

Echos de la réunion des ministres en charge de la qualité dans l'espace CEDEAO

Le logo harmonisé sur la fortification des aliments et onze projets de normes harmonisées adoptés

Le 15 avril dernier s'est tenue dans la capitale togolaise la réunion des ministres de la CEDEAO en charge de la qualité avec pour ordre du jour la validation des normes harmonisées de la CEDEAO (ECOSTANDs), l'adoption du logo harmonisé sur la fortification des aliments et le point sur l'état de mise en œuvre de la stratégie industrielle révisée et des programmes sur la NQUAM Qualité.

Les experts, Chefs d'Organismes Nationaux de Normalisation (ONN) et membres du Comité Technique de gestion (TMC) du modèle d'harmonisation des normes de la CEDEAO (ECOSHAM) ont finalisé du 11 au 13 avril dernier, onze (11) normes harmonisées, deux dans le domaine électrotechnique et neuf sur les produits alimentaires, soumis à la validation des ministres en charge de la qualité à cette réunion. Cette harmonisation vise essentiellement à faciliter et accélérer les transactions dans l'espace CEDEAO et pallier les difficultés pratiques dues aux règlements techniques et normes qui peuvent varier d'un pays à un autre, ce qui constitue un problème pour les producteurs et les exportateurs d'un même espace. C'est d'ailleurs fort de ces atouts que les Etats membres s'y sont engagés.

« Cette démarche permettra l'accès facile des produits de la sous région aux marchés de l'espace CEDEAO, aux marchés régionaux et internationaux. Les normes communautaires harmonisées, lorsqu'elles sont maîtrisées et bien appliquées contribueront inéluctablement à rendre compétitifs les produits d'exportation de la CEDEAO. Ce faisant, elles valoriseront les ressources locales et protégeront les consommateurs. », a déclaré le ministre togolais du commerce, de l'industrie, de la promotion du secteur privé et du tourisme, Mme Legzim Balouki



Essossimna à l'ouverture de la réunion.

Parlant de protection des consommateurs, il était également question au cours de cette réunion de prendre des mesures en matière de fortification des aliments en vitamines afin de lutter contre la malnutrition en Afrique de l'Ouest. La validation du logo harmonisé n'est en effet que la face visible pouvant certifier de la qualité des produits concernés. Pour le commissaire de la CEDEAO, M. Traoré Kalilou, le programme système qualité de l'Afrique de l'Ouest se déroule tel que prévu. Les résultats s'annoncent encourageant et les difficultés ici et là observées sont si bien gérées qu'elles n'entacheront pas les résultats.

Il a également salué les efforts du Togo en vue de se doter d'une infrastructure Qualité nationale moderne et bien structurée au regard des récents textes adoptés. Pour lui, cette infrastructure contribuera à l'amélioration de la qualité des produits, à leur compétitivité, à la promotion des échanges commerciaux, la protection de l'environnement et de la santé humaine et animale, à la sécurisation des revenus des

producteurs et la lutte contre les mauvaises pratiques commerciales.

« Sur le plan réglementaire, après la norme régionale sur l'huile enrichie homologuée en décembre 2015, ce sera le tour de celle sur la farine de blé et le sel alimentaire iodé au prochain conseil des ministres de mai 2016. », a-t-il indiqué.



Dans cette lutte contre la malnutrition et cette quête de la qualité, l'ECOSHAM a pour partenaires l'UNICEF, l'Union Européenne et Helen Keller International (HKI) spécialisé dans la lutte contre la cécité et la malnutrition. Dans un accord d'entente en date du 31 juillet

2013, HKI soutenu par la commission de la CEDEAO à travers son agence spécialisée, l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) contribue à la fortification des aliments en vitamines. A titre d'exemple, le projet de fortification de l'huile Nioto produit au Togo riche en vitamine A et de la farine de blé des Grands Moulins du Togo riche en fer, vitamine B et en

zinc, a permis en 2009 la mobilisation de plus de 65.000.000 FCFA par l'UNICEF et HKI.

Le représentant résident de l'UNICEF au Togo, le Dr Isselmou Boukhari a souligné l'importance de cette lutte

permanente contre la malnutrition. Pour lui, les carences en micronutriments sont qualifiées de « faim invisible » car elles se développent progressivement dans le temps et leur impact dévastateur ne peut être observé qu'une fois les dommages irréversibles subis. Aussi l'UNICEF s'est engagé à soutenir les programmes d'enrichissement des aliments et de la fortification à grande échelle et à domicile.

« L'organisation de cette réunion est une étape fondamentale car elle permettra aux pays de la CEDEAO d'élaborer et de valider les normes techniques sur le sel iodé et l'enrichissement de la farine de blé. Ces normes techniques sont essentielles pour assurer la qualité, la sécurité et l'accès des aliments enrichis. », a-t-il souligné.

Selon un rapport de la situation des enfants dans le monde publié par l'UNICEF en 2013, en Afrique de l'Ouest et du Centre, plus de 80% des jeunes enfants, 48% des femmes enceintes et en âge de procréer souffrent d'anémie. Au Togo, selon les résultats de la dernière enquête démographique et de santé de 2013-2014 (EDST II), cette situation concerne 70% des enfants de 6 à 36 mois et plus de 48% des femmes en âge de procréer. Les résultats de la dernière enquête MICS4 de 2010 quant à eux montrent que seul 81, 4% de la population consomme du sel iodé, seulement 31% des ménages consomment du sel adéquatement iodé, des tendances confirmées par l'EDST III de 2013.

Seule la dynamique actuelle d'une volonté politique forte, un engagement constant des producteurs et importateurs couplés d'un environnement réglementaire plus favorable permettront d'atteindre les objectifs fixés dans cette quête de qualité. ■

Démocrate



DISTRIBUTION CONJOINTE TOGO TELECOM - TOGOCEL

Désormais, pour tous vos besoins en :

- **Renouvellement de forfaits Internet ADSL**
- **Rechargement de crédit téléphonique**
- **Transfert de crédit**

Rendez-vous auprès des Points de Vente TOGO TELECOM et des distributeurs de produits et services TOGOCEL sur toute l'étendue du territoire national.

Groupe TOGO TELECOM

Infos : Composez le 119 ou le 22 22 01 19 si vous appelez d'un autre réseau.